

Démission d'un gérant de SARL : mode d'emploi



Sommaire

I Dans quels cas le gérant d'une SARL peut-il démissionner ?..... 4

- A) Pas de nécessité d'un motif légitime..... 4
- B) Limitations statutaires possibles..... 4

II Quelle procédure le gérant doit-il respecter ? 5

- A) Rédaction d'une lettre de démission 5
- B) Notification aux autres associés..... 5
- C) Demande de convocation de l'assemblée générale 5
- D) Respect d'un délai de préavis 5
- E) Publicité de la cessation des fonctions 6
- F) Rédaction d'un apport de gestion 6

III Quelles sont les conséquences de la démission du gérant ? 7

- A) Si le gérant s'est porté caution pour la SARL 7
- B) Si le gérant a déposé des sommes sur le compte-courant..... 7
- C) Si le gérant est également associé..... 8
- D) Si le gérant dispose d'un contrat de travail au sein de la SARL..... 8
- E) Si le gérant souhaite créer sa propre entreprise 8

IV Dans quels cas la responsabilité de l'ancien gérant peut-elle être engagée ? 9

- A) En cas de démission brutale ou sans remplacement..... 9
- B) En cas de fautes..... 9
- C) En cas de démission précédant une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire... 9

V Questions/Réponses 10

Le gérant peut-il revenir sur sa décision ? 10

Que faire lorsque le gérant disparaît ? 10

VI Modèles et formulaires 11

Lettre de démission 11

Convocation des associés à l'assemblée générale 12

Convocation du commissaire aux comptes à l'assemblée générale 13

Pouvoir 14

Rapport de la gérance 15

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire 16

Avis de remplacement du gérant démissionnaire 18

Avis de démission pour ordre 19

I Dans quels cas le gérant d'une SARL peut-il démissionner ?

A) Pas de nécessité d'un motif légitime

Le gérant d'une SARL peut démissionner à tout moment sans avoir à justifier d'un motif légitime. Il peut mettre fin unilatéralement à son mandat, à condition que la démission intervienne sans faute.

La démission n'est pas subordonnée à l'acceptation des associés ou de l'assemblée générale. Elle prend en principe effet dès sa notification aux associés et, le cas échéant, au cogérant, ou à la date de prise d'effet expressément mentionnée par le gérant démissionnaire.

B) Limitations statutaires possibles

Sans supprimer la possibilité de démissionner, les statuts peuvent en réglementer les conditions et imposer :

- la motivation de la démission,
- l'exécution d'un délai de préavis,
- la notification de la démission à l'ensemble des associés,
- l'acceptation de la démission par la société,
- le report de la prise d'effet de la démission,
- la formation de son successeur par le gérant démissionnaire...

La violation des dispositions statutaires est constitutive d'une faute susceptible de déboucher sur une indemnisation de la société. En revanche, elle n'empêche pas la démission de prendre effet.

Même si les statuts ne prévoient rien, le gérant doit prendre garde de respecter un préavis suffisant, de telle sorte que la démission n'occasionne aucun préjudice à la société.